

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal **de** Palestine Dossier

N° 576 du 15.04.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war-over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Médias/Vidéos

1-1 Vidéo : BDS Action au Salon du Tourisme- Paris

2 Les brèves

2-1 Khartoum accuse Israël d'avoir frappé le territoire soudanais

2-2 Ziad Medoukh : Et les civils de Gaza, qui les protège ?

2-3 Une centaine de Palestiniennes arrêtées par l'armée israélienne.

3 Dossier

3-1 Ziad Medoukh : L'escalade militaire israélienne contre Gaza et l'impunité d'Israël.

3-2 RAPPORT Goldstone

1 Israël exige d'annuler le rapport Goldstone sur « l'opération Plomb durci. »

2 Hamas dénonce la soumission de Goldstone aux pressions.

3 Ilan Pappé : Goldstone retourne sa veste.

4 M. Saadouné : Le drame du juge Goldstone.

5 Pressions sur Richard Goldstone : Aveu de Lieberman.

6 Goldstone n'est pas propriétaire du rapport des Nations-Unies.

7 Les Etats d'âme du juge Goldstone : la seconde mort des 400 enfants martyrs.

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

4-1 Middle East Monitor : Les témoignages des prisonniers palestiniens choquent la Conférence de Genève.

4-2 Silvia Cattori : Le Président de la République française au dîner du CRIF.

4-3 Droits pour tous" Une action en justice exigeant l'arrestation de Peres lors de sa visite en Suisse.

4-4 PCHR Gaza : Israël s'attaque aux civils dans la bande de Gaza : 8 tués en 2 jours, dont 2 enfants.

4-5 Pr. Oberlin : notre mission chirurgicale à Gaza a dû passer par les tunnels.

Médias/Vidéos

1-1 Vidéo : BDS Action au Salon du Tourisme- Paris

http://www.youtube.com/watch?v=plUA0fVNOAc&feature=player_embedded

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Khartoum accuse Israël d'avoir frappé le territoire soudanais.

Le ministre soudanais des Affaires étrangères, Ali Ahmed Karti, a accusé l'aviation israélienne d'avoir bombardé mardi soir un véhicule dans les environs de Port-Soudan (est du pays), tuant deux personnes.

"Derrière cette frappe aérienne se trouve Israël dont le comportement est caractérisé par des actions hostiles de ce genre sur le territoire de différents Etats", a-t-il déclaré mercredi lors d'un point de presse à l'issue d'une rencontre avec le nouvel envoyé spécial américain pour le Soudan, M. Princeton Lyman.

Ce raid constitue "une violation de la souveraineté du Soudan et des accords internationaux", a ajouté le ministre. Selon le chef de la diplomatie soudanaise, l'enquête est en cours, et les victimes ne sont pas encore identifiées. Cependant, a-t-il précisé, "il s'agit de victimes civiles, pas de militaires".

D'après un centre d'information soudanais, un avion étranger non identifié a attaqué un véhicule à 14 km de l'aéroport de Port-Soudan.

Les troupes de DCA ont répliqué, forçant l'avion à se retirer.

Ce n'est pas le premier raid aérien sur cette région soudanaise frontalière de l'Egypte. En janvier 2009, un avion inconnu a frappé une colonne de 23 véhicules présumés acheminer des armes vers la bande de Gaza. Ce raid avait fait 119 morts.

6 avril

[://fr.rian.ru/world/20110406/189088418.html](http://fr.rian.ru/world/20110406/189088418.html)

2-2 Ziad Medoukh : Et les civils de Gaza, qui les protège ?

Appel désespéré à une communauté internationale impuissante.

Depuis 63 ans, le peuple palestinien ne souffre pas seulement des mesures atroces de l'occupation israélienne, mais aussi et notamment, du silence d'une communauté internationale complice des crimes israéliens contre sa population civile.

Les appels lancés à cette communauté restent sans écho et ne parviennent à changer quoique ce soit sur le terrain. Tout un peuple continue de subir les agressions, voire les massacres commis par un État criminel, au mépris du droit international et de toute valeur humaine.

On assiste actuellement à des attaques sanglantes menées par les forces d'occupation israélienne contre la population civile de Gaza, enfants, femmes, vieillards innocents, contre leurs maisons, leurs fermes, leurs jardins.

Ces enfants pensaient qu'ils pouvaient aller paisiblement à l'école, ils pensaient qu'ils pouvaient jouer en toute liberté, sans peur, ils se croyaient protégés par les droits de l'enfant, par le droit international, par des conventions internationales de protection des civils.

Les civils pensaient que, dans ce monde-là, les puissants utilisaient la force militaire pour protéger les peuples, prétexte avancé au sujet de la Libye. Oui, mais ils ont oublié que la Palestine n'est pas la Libye, ils ont oublié que, dans la bande de Gaza, l'armée israélienne utilise même des armes interdites pour les écraser, pour assassiner les habitants, hommes, femmes, vieillards et les enfants dont elle tue l'innocence, dont, avant tout, elle anéantit les rêves.

Toute attaque contre des civils, où que ce soit, est condamnable. Or, la veille de l'attentat de Jérusalem du 23 mars dernier, attentat que le monde entier, y compris les médias, a unanimement réprouvé, à l'Est de Gaza, cinq civils, dont trois enfants de 9 à 11 ans, ont été tués par un missile israélien. Ces trois enfants jouaient au ballon dans la rue, devant leur maison : il n'y a pas de stade, ni de centre de loisirs pour eux, à cause de la situation économique et du blocus inhumain imposé par l'occupant israélien. Trois enfants sont morts sans que personne ne bouge pour mettre au pas cet État créé sur le sang et la souffrance des Palestiniens.

Dans ce monde où prime l'intérêt, les États-Unis dépendent totalement des électeurs sionistes, l'Europe divisée est incapable de réagir, elle suit la politique américaine pro-israélienne et les Nations-Unies sont manipulées par ces puissances. Les organisations internationales des droits de l'homme ne parviennent pas à faire entendre leur voix concernant ces violations. On abandonne tout principe humain, toute valeur de paix, de liberté, on ignore ces droits soit -disant défendus par un monde dit libre

Nous, Palestiniens, attendons une solution juste et durable, nous attendons un changement dans le comportement de cette communauté internationale, nous attendons de sa part une décision courageuse aux yeux de l'histoire, nous attendons une application du droit international vis à vis de cet État qui viole ce droit. Et pour nous, dans cette expectative, une question se pose :

Et les civils de Gaza ?

Et les enfants de Gaza ?

Et les femmes de Gaza ?

Qui les protège ?

C'est à la fois une interrogation et un appel, mais surtout et avant tout, un appel, un simple appel à la conscience mondiale
26 mars

Ziad Medoukh

Ziad Medoukh est enseignant de français à l'université Al-Aqsa de Gaza et coordinateur du Centre de la Paix

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10376

2-3 Une centaine de Palestiniennes arrêtées par l'armée israélienne.

L'armée israélienne a appréhendé, jeudi 7 avril, plus d'une centaine de femmes dans une localité palestinienne près de Naplouse, en Cisjordanie, dans le cadre de l'enquête sur le meurtre d'une famille de colons. Des centaines de soldats israéliens ont pénétré dans la ville d'Awarta dans la nuit et y ont imposé un couvre-feu. Ils ont ensuite regroupé les femmes, dont certaines âgées, dans un camp de l'armée et relevé leurs empreintes digitales, tout en procédant à des perquisitions. La plupart de ces femmes ont ensuite été relâchées, selon un journaliste de l'AFP.

L'armée israélienne avait déjà appréhendé mardi une quarantaine de Palestiniens à Awarta pour les interroger. Les troupes israéliennes pénètrent régulièrement et massivement à Awarta depuis la tuerie du 11 mars dans laquelle une famille de la colonie limitrophe d'Itamar, les parents et leurs trois enfants ont été égorgés dans leur sommeil.

L'armée israélienne a notamment imposé la semaine dernière un couvre-feu de cinq jours à Awarta à la suite de ces assassinats, attribués à des Palestiniens, dont les auteurs n'ont pour l'instant pas été identifiés.

La Rédaction

jeudi 7 avril 2011

<http://www.aloufok.net/spip.php?article3945>

3 Dossier

3-1 Ziad Medoukh : L'escalade militaire israélienne contre Gaza et l'impunité d'Israël.

Gaza la blessée, Gaza l'enfermée, Gaza sous blocus, Gaza la ville martyre, a de nouveau subi les attaques sanglantes d'une armée barbare. Depuis une semaine, les forces de l'occupation israélienne poursuivent leurs attaques, incursions et bombardements contre la bande de Gaza, attaques qui ont déjà fait beaucoup de martyrs, de blessés, en majorité des civils, et évidemment beaucoup de destructions des infrastructures de cette prison à ciel ouvert.

Gaza la blessée, Gaza l'enfermée, Gaza sous blocus, Gaza la ville martyre, a de nouveau subi les attaques sanglantes d'une armée barbare qui se sert d'avions, de chars, de missiles et de toutes sortes d'armes interdites pour atteindre des enfants et des femmes dans leurs maisons, dans leurs immeubles.

L'armée israélienne profite de ce que tous les regards sont tournés vers les régions voisines et les événements qui s'y déroulent, révolutions populaires dans le monde arabe et intervention militaire en Libye, pour accentuer son escalade. Son objectif est de saboter les efforts des jeunes Palestiniens qui ont organisé des manifestations pacifiques contre la division et pour l'unité nationale, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Ces crimes israéliens sont un nouvel épisode dans l'histoire sombre de cette occupation qui s'installe sur la souffrance et le sang des enfants, des femmes et des vieillards innocents.

Tous ces massacres se font sous le regard d'une communauté internationale insensible face aux violations permanentes des droits des Palestiniens par un Etat qui se prétend libre et démocratique, un Etat qui n'a jamais respecté ni appliqué aucune résolution des Nations unies.

L'absence de réaction efficace de cette communauté comme toujours complice, aveugle et silencieuse, encourage l'occupant à poursuivre ses agressions contre Gaza.

Depuis 63 ans dans l'histoire de notre pays, le point noir est incontestablement l'impunité d'Israël. Cet Etat colonial a commis des massacres, des crimes, des faits de guerre et impose actuellement à une population blessée et enfermée un blocus inhumain sans aucune sanction des puissances internationales. Bien au contraire, celles-ci encouragent cet état raciste par leur soutien politique, économique et militaire.

La communauté internationale se garde bien de dénoncer, voire même de blâmer ces massacres perpétrés par les israéliens, bien au contraire elle les protège de toute critique que ce soit aux Nations unies ou au Conseil de Sécurité.

La réaction de ces grandes puissances internationales est d'une grande hypocrisie. Elles appliquent constamment la politique du "deux poids, deux mesures" : elles réagissent rapidement dans certains pays comme la Libye, sous prétexte de protéger la population civile et quand il s'agit des crimes israéliens quotidiens contre les Palestiniens de Gaza ou de Cisjordanie, c'est toujours le silence complet, le silence complice.

Nous réclamons l'application du droit international, nous demandons la protection immédiate des habitants de notre pays qui continuent de souffrir et de donner leur sang parce que personne ne bouge dans ce monde dit libre qui déclare protéger les populations civiles, ce monde qui se manifeste ailleurs et fait semblant de ne rien voir et de ne rien entendre quand il s'agit des Palestiniens.

Notre message, adressé aux Israéliens comme à cette communauté internationale impuissante, est clair et précis : nous, Palestiniens, sommes déterminés, nous allons continuer de résister sur notre terre, elle est ici notre terre, elle est ici notre patrie, ni les massacres israéliens contre nos civils, ni les attaques aveugles de leur armée contre nos maisons, nos écoles et nos usines, ne pourront jamais changer l'attachement qui est le nôtre à ce grand pays qui s'appelle : la Palestine, la Palestine, la Palestine.

3-2 RAPPORT Goldstone

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1 Israël exige d'annuler le rapport Goldstone sur « l'opération Plomb durci. »

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a exigé que la communauté internationale annule le rapport de Richard Goldstone sur l'opération de l'armée israélienne Plomb durci effectuée il y a deux ans dans la bande de Gaza, a annoncé dimanche le correspondant de RIA Novosti.

"J'appelle l'ONU à annuler immédiatement le rapport Goldstone. Il faut jeter ce rapport dans les poubelles de l'Histoire", a affirmé le Premier ministre lors d'une réunion de son gouvernement, tenue ce dimanche.

Selon lui, "Goldstone a reconnu que tout ce dont nous avons constamment parlé, correspond à la réalité: Israël n'a jamais intentionnellement tiré sur des civils, et toutes les enquêtes lancées par nous correspondaient aux plus hautes normes internationales".

Vendredi, le juge sud-africain Richard Goldstone chargé par l'Onu d'une mission d'investigation sur l'opération Plomb durci a reconnu, dans un article publié par le quotidien The Washington Post, que "si j'avais su alors ce que je sais maintenant, le rapport Goldstone ne serait pas ce qu'il est".

Les réserves de Richard Goldstone concernent essentiellement l'intentionnalité des crimes commis par Israël et donc l'existence de crimes de guerre. Il a expliqué que des attaques israéliennes contre des civils avaient été classées comme intentionnelles parce qu'aucune autre conclusion n'était possible à l'époque, mais que de nouveaux éléments avaient montré depuis qu'il n'y avait pas eu de politique visant à cibler les civils "de manière intentionnelle".

4/4/2011

<http://fr.rian.ru/world/20110403/189058680.html>

2 Hamas dénonce la soumission de Goldstone aux pressions.

Le Hamas a refusé toute confusion entre les faits réels atteints par l'enquête de l'ONU sur le crime d'agression sur Gaza et les attitudes personnelles et politiques du juge Goldstone, tout en dénonçant le fait que Goldstone d'avoir cédé aux pressions à propos des résultats conclus de l'enquête.

Hamas a appelé, dans un communiqué publié par son bureau de presse, les États concernés et de soutien de la justice internationale et les organisations humanitaires et des droits de l'homme à confirmer les conclusions du rapport et de travailler sur son activation dans les organes des Nations Unies et à poursuivre les criminels sionistes pour les crimes qu'ils ont commis contre le peuple palestinien lors de l'agression sur Gaza.

"Le rapport a été fait suite à une enquête onusienne sur le terrain, et après des faits examinés sur le terrain par le Comité international présidé par le juge Goldstone lui-même", a souligné le Hamas, en dénonçant les récentes allégations du magistrat à propos du rapport anti-crimes sionistes.

Le Hamas a confirmé que le rapport est soutenu par tout le monde et de nombreuses organisations internationales qui s'occupent des droits de l'homme», ajoutant que cette remise en cause du contenu et des résultats de l'enquête est "en violation des principes éthiques et juridiques", surtout que ces allégations de Goldstone sont intervenues après d'avoir cédé aux pressions politiques et psychologiques des organisations sionistes en Afrique du Sud, qu'elles ont promis de mettre la pression sur le juge pour le forcer à renoncer à sa position, ce que a reconnu également " Ebram Keringl", la chef de la fédération sioniste en Afrique du Sud pour le journal / Yediot Aharonot /.

04/04/2011

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

3 Ilan Pappé : Goldstone retourne sa veste.

"Si j'avais su ce que je sais aujourd'hui, le rapport Goldstone aurait été différent". C'est ainsi que commence le papier que Goldstone a fait paraître dans le Washington Post et qui soulève tant de commentaires.

Gaza, janvier 2009 - Pas besoin d'être juriste international pour comprendre qu'Israël ne vit que pour et par la guerre, et que la vie des Palestiniens n'a aucune valeur à ses yeux. Tous les retournements de veste d'un Goldstone ne changeront rien à cette évidence.

J'ai vraiment l'impression que l'éditeur a probablement modifié le texte et que la phrase originelle devait être quelque chose comme : "Si j'avais su que cela ferait de moi un Juif qui a la haine de soi (*self-hating Jew* dans le texte) aux yeux d'Israël ma bien aimée, et aux yeux de ma propre communauté juive d'Afrique du Sud, le rapport Goldstone n'aurait jamais existé." Si ce n'est pas ce qu'il avait écrit initialement, c'est certainement ce qu'il faut lire entre les lignes.

Ce vil retournement de veste n'a pas eu lieu cette semaine. Il s'est produit après une année et demi de campagne incessante d'intimidation et de diffamation du juge, une campagne semblable à celles qui ont détruit des

personnalités importantes comme le sénateur étasunien William Fulbright qui a été politiquement assassiné à cause de sa tentative courageuse de révéler les affaires illégales de l'AIPAC avec l'état d'Israël.

Déjà en octobre 2009, Goldstone avait dit sur CNN : "Je porte un grand amour à Israël" et "J'ai travaillé à la promotion de beaucoup de causes israéliennes et je continuerai à le faire" (Video : "Fareed Zakaria GPS," 4 Octobre 2009).

A l'époque où il avait fait cette déclaration d'amour à Israël, il ne pouvait pas avoir de nouveaux éléments comme il prétend maintenant en avoir et on peut se demander pourquoi son amour pour Israël n'a pas été le moins du monde entamé par ce qu'il avait découvert en rédigeant son rapport initial avec les autres membres de l'ONU.

Mais le pire était à venir et il y a exactement un an, en avril 2010, la campagne contre lui a atteint de nouveaux sommets et plutôt de nouvelles abîmes. Elle était menée par le président de la Fédération sioniste d'Afrique du Sud Avrom Krengel qui a essayé d'empêcher Goldstone de participer à la bar mitzvah de son petit fils à Johannesburg parce que selon lui "Goldstone avait causé un dommage irréparable à tout le peuple juif."

La Fédération sioniste sud africaine a menacé de mettre des gardes devant la synagogue pendant toute la cérémonie. Pire encore, Warren Goldstein, le grand Rabbin d'Afrique du sud, a condamné Goldstone pour "avoir causé du tort à l'état d'Israël." En février dernier, Goldstone a dit que "le Hamas avait commis des crimes de guerres mais pas Israël," dans un interview qui n'a pas été diffusé selon une information du 3 avril du site Web de la chaîne 2 israélienne. Ce n'était pas assez : Israël voulait davantage.

Les lecteurs peuvent se demander "Quelle importance cela a-t-il ?" et "Pourquoi Goldstone n'a-t-il pas été capable de résister à la pression ?" Ce sont de bonnes questions mais hélas, la sionisation des communautés juives et l'identification erronée du fait d'être juif avec le sionisme constitue un obstacle si grand qu'il empêche les Juifs libéraux de dénoncer activement les crimes d'Israël.

De temps en temps, de nombreux Juifs libéraux donnent l'impression de se libérer de ce joug et d'écouter leur conscience plutôt que leur peur. Cependant les convictions universalistes de la plupart semblent être incapables de résister longtemps quand il s'agit d'Israël. Le risque d'être traité de "Juif qui a la haine de soi" avec tout ce qu'une telle accusation implique, est une perspective trop effrayante pour eux. Il faut être à leur place pour comprendre à quel point c'est terrifiant.

Il y a seulement quelques semaines, les services secrets israéliens ont annoncé la création d'une unité spéciale dont la mission est d'espionner les individus ou organismes soupçonnés de "délégitimer" Israël pour leur demander des comptes et peut-être même les traquer. Cette nouvelle a peut-être convaincu un certain nombre de ceux qui n'étaient pas vraiment déterminés que cela ne valait pas la peine de tenir tête à Israël.

On aurait dû se rendre compte que Goldstone était l'un d'entre eux lorsqu'il a affirmé que, en dépit de son rapport, il demeurerait sioniste. Ce qualificatif de "sioniste" a beaucoup plus de sens et de poids qu'on ne le croit habituellement. On ne peut pas se dire sioniste et s'opposer à l'état d'apartheid d'Israël. On peut rester sioniste par contre si on se contente de critiquer cet état pour une certaine politique criminelle en omettant de faire le lien entre l'idéologie et la politique. "Je suis un sioniste" est une déclaration d'adhésion à des manières de penser qui sont antinomiques avec le rapport Goldstone de 2009. On peut soit être sioniste soit accuser Israël de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité -celui qui fait les deux ensemble, ne tiendra pas longtemps le coup.

Que ce *mea culpa* n'ait rien à voir avec de nouveaux éléments, est évident lorsqu'on examine les "preuves" que Goldstone a présentées pour justifier sa rétractation. Pour être honnête il faut dire qu'on n'avait pas besoin d'être un expert international pour savoir que Israël avait commis des crimes de guerre à Gaza en 2009. Les rapports d'organismes comme *Breaking the Silence* (briser le silence) et les représentants de l'ONU sur le terrain ont démontré ces faits avant et après le rapport de Goldstone. Et ce n'était pas non plus la seule preuve.

Les photos et les images que nous avons vues sur nos écrans et celles que nous avons vues sur le terrain nous ont montré qu'il s'agissait d'une politique criminelle destinée à tuer, blesser et estropier à la manière d'un châtement collectif. "Les Palestiniens vont s'attirer un Holocauste" avait promis Matan Vilnai, le secrétaire d'état à la défense d'Israël au peuple de Gaza le 29 février 2008.

La seule nouvelle pièce que Goldstone apporte au dossier est une enquête intérieure de l'armée israélienne qui explique qu'un des cas suspectés d'être un crime de guerre était dû en fait à une erreur de l'armée sur laquelle elle est en train d'enquêter. Cela doit être sa carte maîtresse : une affirmation de l'armée israélienne que l'assassinat de masse des Palestiniens était une "erreur."

Depuis la création de l'état d'Israël, les dizaines de milliers de Palestiniens tués par Israël étaient des terroristes ou avaient été tués par "erreur". Donc 29 des 1400 morts ont été tués suite à une regrettable erreur ? Seul un engagement idéologique peut inciter quelqu'un à demander une révision de ce rapport sur la base d'une enquête intérieure de l'armée israélienne concernant un seul cas alors qu'il y a eu des douzaines de massacres et de tueries illégaux. Ce n'est donc pas cette nouvelle preuve qui a conduit Goldstone à écrire cet article. C'est plutôt son désir de retrouver son confort au sein du sionisme qui l'a incité à écrire ce papier aussi bizarre que contestable.

La manière dont il accentue sa critique du Hamas dans cet article et diminue la critique d'Israël va dans le même sens. Et il croit que cela le fera échapper à la fureur vengeresse d'Israël. Il se trompe fort, très fort. Peu de temps après la parution de l'article, le ministre de la Défense d'Israël, Ehud Barak, le premier ministre Benjamin Netanyahu et bien sur le lauréat du prix Nobel de la Paix, Shimon Perez, exigeaient de Goldstone un autre service : aller de campus en campus et d'une conférence à une autre au service d'un nouvel Israël, noble et pieux. Il peut refuser ; mais alors il lui sera sans doute interdit d'aller à la bar mitzvah de son petit fils par mesure de rétorsion.

Goldstone et ses collègues ont rédigé un rapport très détaillé mais ils se sont montrés très réservés sur les conclusions. Le tableau présenté par les organisations des droits de l'homme israéliennes et palestiniennes était bien plus horrible et leurs rapports n'étaient pas rédigés dans ce langage clinique et légaliste qui ne traduit généralement pas toute l'horreur des événements. L'opinion publique occidentale a compris avant Goldstone et mieux que lui toutes les implications de son rapport. La légitimité internationale d'Israël a subi un dommage sans précédent. Goldstone a été sincèrement ébranlé quand il s'en est rendu compte.

Ce n'est pas la première fois que tout cela se produit. A la fin des années 1980, l'historien israélien Benny Morris a écrit en vain un rapport similaire sur le nettoyage ethnique de la Palestine en 1948. Ce sont des universitaires palestiniens comme Edward Said, Nur Masalha et Walid Khalidi qui ont fait apparaître les conséquences que les archives qu'il avait exhumées avaient sur l'image et l'identité d'Israël.

Morris n'a pas non plus résisté à la pression et a demandé à être réintégré dans la tribu. Il est allé très loin dans le *mea culpa* et est devenu un raciste extrémiste anti-arabe et anti-musulman allant même jusqu'à suggérer de mettre les Arabes dans des cages et à militer pour un autre nettoyage ethnique. Goldstone en fera peut-être autant : en tous cas, c'est ce que les Israéliens veulent qu'il fasse.

Sur le plan professionnel, Morris et Goldstone ont concrétisé leur marche arrière en revendiquant que Israël soit jugé sur ses intentions et non sur les conséquences de ses actions, ainsi qu'on le constate dans l'article de Goldstone du Washington Post. C'est pourquoi selon eux, seule l'armée israélienne peut être considérée comme une source d'information fiable puisqu'elle seule connaît ses propres intentions. Peu de personnes honnêtes et intelligentes dans le monde considéreraient comme acceptables une analyse et une explication aussi bizarre.

Goldstone n'a pas encore adhéré au groupe le plus fou d'ultra-sionistes comme l'a fait Morris. Mais s'il ne se méfie pas, ce qui l'attend c'est sans doute une vie d'agréables déplacements en compagnie de gens comme Morris, Alan Dershowitz (qui a déjà qualifié Goldstone de "Juif repentant") des meetings annuels des *rottweilers* (race de chiens de berger NdT) de l'AIPAC aux conventions farfelues des chrétiens sionistes. Il se rendra vite compte qu'une fois qu'on a capitulé devant les sionistes, ils s'attendent à ce qu'on aille jusqu'au bout et qu'on revienne à l'endroit même qu'on croyait avoir réussi à dépasser.

Regagner l'affection des sionistes à court terme est bien moins important que de perdre le respect du monde entier sur le long terme. La Palestine devrait choisir ses amis avec grand soin : ils ne faut pas qu'ils soient pusillanimes et ils ne doivent se proclamer sionistes et défendre en même temps la paix, les droits de l'homme et la justice en Palestine.

6 avril

[Ilan Pappé](#) - The Electronic Intifada

* **Ilan Pappé** est professeur d'histoire et directeur du *European Centre for Palestine Studies* à l'université d'Exeter. Son livre le plus récent est *Out of the Frame : The Struggle for Academic Freedom in Israel* (Pluto Press, 2010).

4 avril 2011 - The Electronic Intifada - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.uruknet.info/?p=m76522&a...>

Traduction : Dominique Muselet

4 M. Saadouné : Le drame du juge Goldstone.

Objet d'une campagne intense de dénigrement et d'insultes depuis deux ans, le juge sud-africain Richard Goldstone a commis un article alambiqué où, sans se rétracter, il semble essayer d'atténuer les conclusions de son fameux rapport. Israël a immédiatement embrayé dessus en lançant une campagne internationale pour «exiger» l'annulation du rapport Goldstone.

On peut parier que les amis occidentaux, ceux qui s'émeuvent tant des méfaits des «mauvaises dictatures» - les «bonnes» resteront des amis jusqu'à ce que des peuples « inconscients » les abattent -, vont être de la partie. On va sortir les mouchoirs pour pleurer ce pauvre Israël attaqué injustement par des antisémites. La preuve ? Richard Goldstone se rétracte.

Il faut bien lire le texte de Goldstone. C'est un texte remarquable, comme ces mots lâchés par les torturés, par bribes et sous l'effet de l'épuisement. Dans le cas de Goldstone, qui est de confession juive, cette torture a dû être particulièrement éprouvante. Car ce texte équivoque, qui n'est pas vraiment une rétractation, respire clairement la honte d'un homme libre qui se soumet et s'aligne. Il le sait le juge. Il vient d'Afrique du Sud où l'on ne se paye pas de mots pour savoir ce que sont la ségrégation et l'apartheid et où l'on ne ferme pas les yeux quand on les voit appliqués aux Palestiniens.

Mais le juge Goldstone aurait beau essayer d'introduire de la nuance dans son rapport, cela n'empêchera pas Israël de lui demander de s'humilier davantage devant le monde entier et d'humilier sa raison et son bon sens. L'homme sait parfaitement que son rapport est juste. Ce rapport était inacceptable pour Israël et ses soutiens occidentaux. Israël a le «droit de se défendre», répètent-ils, ce qu'il faut traduire simplement par «droit de massacrer».

Ce qui était insupportable dans le rapport Goldstone est qu'il a commis le crime de vérité sur Israël. Et le juge doit payer. Son article n'est pas suffisant pour Israël. L'Etat hébreu exige de lui des excuses.

Le drame du juge Goldstone est qu'il n'est pas un imbécile. Il sait qu'on lui demande de faire l'imbécile. La «légitime défense» n'avait aucun sens dans les raids sur Ghaza qui ont fait plus de 1.400 morts, dont une écrasante majorité de gens sans arme. Ce qu'on lui demande est de faire accroire que ces morts n'étaient que

ces fameux «dommages collatéraux», ce terme horrible et barbare que la «civilisation» a inventé pour ne pas parler de carnages et de crimes de masse.

Ces crimes «civilisés» massifs ont été documentés par d'autres organisations des droits de l'homme. Amnesty International soulignait dans son rapport que «1.400 Palestiniens, dont quelque 300 enfants et des centaines d'autres civils non armés, avaient été tués. Des quartiers entiers de la bande de Gaza ont été rasés, des milliers de personnes se sont retrouvées sans logement, et l'économie, déjà dans une situation désastreuse, est complètement ruinée. La plupart des destructions étaient injustifiées et résultaient d'attaques visant directement des biens civils, ou encore d'attaques aveugles frappant indistinctement des objectifs militaires légitimes et des biens de caractère civil».

Ce sont là des faits sanglants établis qu'aucune rétractation ne peut gommer. Pour les Occidentaux, parions qu'ils suivront les demandes d'Israël, eux qui n'ont jamais vu le peuple arabe de Palestine se battre sans fin pour en finir avec le régime de l'apartheid et du racisme qui l'écrase.

Le pauvre Goldstone, qu'il se rétracte ou non, ne sera qu'une victime de plus de la guerre contre Ghaza qui se poursuit.

Source : Le Quotidien d'Oran

Lundi 4 avril 2011

<http://www.lequotidien-oran.com/...>

5 Pressions sur Richard Goldstone : Aveu de Lieberman.

Le ministre israélien des Affaires étrangères a reconnu avoir exercé des pressions sur Richard Goldstone pour changer son rapport sur Gaza. Avigdor Lieberman, il a aussi déclaré que le rapport de la Commission d'enquête sur la guerre à Gaza a été changé sous les pressions des milieux politiques et militaires israéliens. Lieberman qui parlait dans un programme télévisé a fait état des pressions, de la diplomatie, de la justice, du bureau du premier ministre et des autorités militaires de ce régime sur Goldstone avant de réitérer que personne n'a été au courant de ces pressions et le fait que Goldstone a renoncé à certaines accusation contre Israël n'est pas surprenant pour moi. Dans son rapport sur l'agression de 2008 d'Israël contre la Bande de Gaza,

Goldstone, le juge juif sud-africain avait accusé le régime sioniste de crime de guerre. Au cours de cette agression 1500 Palestiniens ont trouvé le martyre et plus de 5.000 ont été blessés.

04/04/2011

<http://french.trib>

6 Goldstone n'est pas propriétaire du rapport des Nations-Unies.

Le Hamas a pressé dimanche les Nations-Unies de confirmer leur rapport sur l'offensive d'Israël de 2008/2009 contre la bande de Gaza, après que l'auteur du rapport ait déclaré que ses conclusions auraient été différentes si Israël avait coopéré à l'enquête.

La mission d'enquête du juriste sud-africain Richard Goldstone (*) sur l'opération Plomb durci a constaté qu'Israël et le Hamas pouvaient avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. La mission a trouvé la preuve qu'Israël avait commis « *de graves violations de la Quatrième Convention de Genève pour ce qui est des meurtres délibérés et des grandes souffrances causées sciemment à des personnes protégées* ».

Elle a recommandé aux deux parties de conduire des enquêtes sur les allégations.

Dans un article d'opinion publié vendredi (1er avril) dans *The Washington Post*, Goldstone critique le Hamas pour n'avoir conduit « *aucune enquête sur les tirs de roquettes et de mortiers contre Israël* ».

Goldstone félicite Israël d'avoir ouvert des enquêtes, bien qu'il note que peu d'entre elles n'aient été conduites à terme.

Hamas : le rapport n'est pas une « production privée » de Goldstone

Dans une déclaration de dimanche (3 avril), le porte-parole du Hamas, Sami Abu Zuhri, a mis en doute les regrets de Goldstone sur le rapport, et il a fait remarquer qu'Israël avait refusé de coopérer avec les enquêteurs des Nations-Unis « *alors que dans la bande de Gaza, on les avait accueillis et facilité leur travail* ».

Le responsable du Hamas a noté aussi que Goldstone n'avait pas une autorité exclusive sur le rapport, lequel rapport est un document international et non sa « *production privée* ».

Abu Zuhri d'ajouter : « *Le rapport n'est pas la propriété privée de Goldstone, il est cosigné par lui et aussi par un groupe de juges internationaux.*

« *En outre, le rapport s'est fondé sur des documents et des témoignages qui lui donnent crédibilité et force.* »

Le haut responsable du Jihad islamique, Ahmad Al-Mudallal, s'est déclaré également « *déçu par les commentaires de Goldstone* » qui, dit-il, résultent « *de pressions exercées sur lui par le lobby sioniste* ».

Il a ajouté qu'Israël pouvait se saisir des remarques de Goldstone comme prétexte pour engager une nouvelle guerre contre la bande de Gaza et « *commettre encore plus de massacres* ».

Israël demande aux Nations-Unies d'annuler le rapport

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré samedi que le commentaire de Goldstone « *confirmait ce que nous tous avons toujours su... Je pense que nos soldats et notre armée se sont comportés conformément aux règles internationales les plus élevées.* »

« *Nous comptons que cette farce soit immédiatement corrigée* » a-t-il ajouté lors d'une brève allocution télévisée. Le ministre de la Défense d'Israël, Ehud Barak, a déclaré que l'article d'opinion du Washington Post était « *un développement extrêmement important et que dès maintenant, nous multiplions nos efforts pour obtenir que ce rapport soit retiré* ».

Goldstone : le processus d'investigations d'Israël est en cours

Dans son commentaire, Goldstone se réfère à l'enquête de l'armée israélienne sur le meurtre par ses soldats de 29 membres de la famille Samouni dans leur maison à Gaza.

« *Si la lenteur de cette enquête est frustrante, il apparait qu'un processus approprié est lancé, et je suis convaincu que s'il est constaté que l'officier a été négligent, Israël réagira en conséquence* ».

Cependant, dans un récent rapport des Nations-Unies par des experts indépendants chargés de donner suite aux recommandations de Goldstone, la Commission a dit qu'elle « *n'avait pas d'informations suffisantes pour établir l'état actuel des investigations criminelles en cours sur les meurtres d'Ateya et Ahmad Samouni, l'attaque contre la maison de Wa'el Al-Samouni et le tir sur Lyad Samouni.* »

La Commission a noté que l'officier qui avait approuvé les raids aériens qui ont tué 29 membres de la famille était « *prétendument* » conscient que des civils avaient reçu l'ordre d'attendre dans la maison. Le même officier avait refusé de permettre aux ambulances d'accéder au secteur.

Toutefois, la Commission a constaté que les enquêteurs militaires israéliens « *n'avaient pas conclu qu'il y avait quoi que ce soit sortant de l'ordinaire dans le raid* ».

La Commission s'est dite « *incapable de déterminer si une quelconque enquête avait été effectuée* » par Israël en lien avec plusieurs autres allégations de crimes de guerre.

Le rapport de contrôle ajoute : « *La Commission réitère la conclusion de son précédent rapport qu'il n'y a aucune indication qu'Israël ait ouvert des enquêtes sur les actes de ceux qui ont conçu, planifié, ordonné et supervisé l'opération Plomb durci* ».

Les forces israéliennes ont tué plus de 1400 Palestiniens durant l'offensive de 22 jours sur l'enclave côtière assiégée, commencée le 27 décembre.

4 avril

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10415

7 Les Etats d'âme du juge Goldstone : la seconde mort des 400 enfants martyrs.

« *La justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique.* »

Clemenceau

Le 1er avril paraît dans le Washington Post le mea-culpa du juge Goldstone qui dit, qu'en substance, qu'il s'était trompé et qu'Israël n'est pas coupable... Immédiatement, la machine sioniste s'est mise en marche, Netanyahu enjoint les Nations unies de déchirer le rapport Goldstone. En clair, il n'y a pas eu 400 enfants morts dont les photos de martyrs sont toujours aussi insoutenables. Devant l'énormité de l'information, on aurait cru, un instant que c'était une farce traditionnelle que l'Histoire a fixée à cette date. Il n'en n'est rien et de fait, connaissant la puissance des lobbys israéliens, cela devait arriver. Il faut s'étonner que cela ne se soit pas produit plus tôt au vu de l'énorme pression qu'a dû subir le juge Goldstone pourtant juif et sioniste.

Que dit Goldstone ?

Les réserves de Richard Goldstone concernent essentiellement l'intentionnalité des crimes commis par Israël et donc l'existence de crimes de guerre. « On en sait bien davantage aujourd'hui sur ce qui s'est passé pendant la guerre de Gaza que lorsque je présidais la commission d'enquête », explique le magistrat dans le quotidien américain Washington Post. Richard Goldstone regrette qu'à l'époque de son enquête, « notre commission d'enquête n'ait pas eu accès aux preuves sur les circonstances dans lesquelles nous estimons que des civils ont été visés à Gaza ». « Cela aurait probablement modifié nos conclusions sur l'intentionnalité des crimes et l'existence de crimes de guerre », ajoute-t-il. Le rapport Goldstone, publié fin 2009, accusait Israël d'avoir usé de la force de façon disproportionnée, d'avoir délibérément visé des civils, d'avoir détruit des infrastructures civiles et d'avoir utilisé des civils comme boucliers humains. Il accusait aussi le Hamas d'avoir délibérément visé des civils avec des roquettes. En trois semaines, 1400 Palestiniens avaient été tués, dont des centaines de civils, ainsi que 13 Israéliens. (1).

Goldstone va plus loin, il diabolise le Hamas et l'accuse d'être le commanditaire du meurtre d'une famille israélienne, il y a un mois « Si j'avais su à l'époque ce que je sais maintenant, le rapport Goldstone aurait été un autre document. » (...)... Avec ces preuves, on ne peut plus dire qu'Israël est responsable de crime de guerre. » Si Israël a fait enquêter « à un degré significatif » sur les résultats de cette guerre, « le Hamas, qui contrôle Gaza depuis 2007, n'a rien fait » explique Goldstone. Le juge critique également Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui critique Israël bien plus qu'il ne critique toutes les autres nations réunies. « Quelque chose qui n'a pas été dit assez fort, c'est que ces actes des terroristes du Hamas ont également été condamnés par l'ONU », ajoute Goldstone, en ajoutant que son rapport a « trouvé des preuves de crimes de guerre présumés et peut-être des crimes contre l'humanité par le Hamas. Les roquettes du Hamas ne visent-elles pas sans discrimination les cibles civiles israéliennes ? ». Goldstone a également exhorté l'ONU à condamner le massacre d'une famille juive dans le petit village d'Itamar : « C'est un massacre inexcusable d'un couple israélien et de 3 de leurs enfants pendant qu'ils dormaient. Un massacre commis de sang-froid. » En conclusion : le juge en charge du rapport se retire de son propre rapport. Le rapport Goldstone est mort. Vive Goldstone ! » (2)

La diabolisation du juge jusqu'à son revirement

Pour rappel, depuis la parution du rapport Goldstone fin 2009, les autorités occupantes israéliennes, qui avaient refusé de collaborer avec l'enquête de l'ONU, se sont déchaînées contre le juge sud-africain, accusé de faire le jeu du Hamas à Gaza,

après les avoir accusées de viol des lois de la guerre et portant atteinte au droit international. Les dirigeants israéliens peuvent légitimement sabler le champagne, et trinquer sur la tombe des 1400 martyrs palestiniens massacrés pendant l'attaque « Plomb durci » contre la population de la bande de Gaza en décembre 2008 - janvier 2009. Le juge sud-africain à la retraite Richard Goldstone, a en effet fini par se rétracter. D'origine juive, se déclarant lui-même sioniste, Goldstone se pensait peut-être à l'abri d'accusations de partialité, voire d'antisémitisme, de la part des dirigeants israéliens, lorsqu'il rendit son rapport sur « Plomb durci » en septembre 2009. Il se trompait. Forts de leur impunité -puisqu'aussi bien, le rapport Goldstone n'a été suivi au niveau de l'ONU et des puissances qui dirigent cette institution d'aucune mesure de rétorsion et encore moins de sanctions- les dirigeants israéliens et leurs alliés dans les « communautés juives » du monde ont lancé fatwa sur fatwa contre Goldstone, le bannissant de la tribu en tant que « Juif traître ». La pression alla jusqu'à s'exercer, avec succès, à l'intérieur du cercle familial de Goldstone, lui interdisant par exemple d'assister à la bar mitzvah (cérémonie religieuse marquant le passage d'un garçon à l'âge adulte) de l'un de ses propres petits-fils. Les menaces et calomnies de la propagande israélienne sont donc aujourd'hui récompensées. Avec « Plomb durci », Israël n'a fait finalement qu'exercer un droit inaliénable à la légitime défense, y écrit en substance le vieux juge à l'honneur perdu (...) (3).

De fait, la machine de guerre sioniste contre Goldstone pourtant juif lui-même s'est mise en marche après la publication du Rapport ; Yossi Sarid de Ha'Aretz écrit : « Si le juge sud-africain qui a accusé Tel-Aviv de crimes de guerre a jadis collaboré avec le régime d'apartheid, l'Etat hébreu en était le fidèle allié, rappelle le chef du parti de gauche Meretz. Sous le titre « Tache noire » Yediot Aharonot a publié le 7 mai un reportage de dix pages sur les sentences prononcées par le juge sud-africain Richard Goldstone sous le régime d'apartheid. Bien que le magistrat, d'origine juive, ait pu se défendre dans les colonnes du quotidien israélien et qu'il ait reçu l'appui de militants historiques de la lutte contre l'apartheid, Danny Ayalon, le vice-ministre des Affaires étrangères israélien, et Alan Dershowitz, célèbre avocat et romancier américain, ont comparé la ligne de défense de Goldstone à « celle des officiers SS ». Il suffit parfois de pointer les faiblesses d'autrui pour attirer l'attention sur les nôtres. (...) Même le « certificat de conformité » que lui décernera ensuite le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela en le nommant à la Cour constitutionnelle [de 1994 à 2003] n'effacera jamais cette tache indélébile ». (4)

« Dès l'instant où quelqu'un a prêté main-forte à l'apartheid, quitte à s'en détourner plus tard, il a contracté la lèpre. (...) En assistant à la chute de Richard Goldstone, beaucoup de gens en Israël ne cachent plus leur joie, estimant sans doute que sa descente aux enfers entraînera avec elle celle de son fameux rapport. (...) De même, nous serions bien inspirés de veiller à ce que les vitres de notre maison ne volent pas en éclats, car beaucoup d'entre nous risqueraient d'avoir des écorchures. Je pense en particulier à ces magistrats israéliens qui rendent leurs jugements revêtus de l'uniforme militaire. Certes, nos cours martiales [dans les Territoires occupés] ne prononcent pas de condamnations à mort, mais elles mettent fin à des vies, et pas forcément dans le strict cadre du « respect de la loi », comme Ilana Hammerman [écrivaine israélienne] en rend souvent compte dans ses chroniques. « A l'époque, je ne faisais qu'appliquer la loi », rétorque le grand Goldstone en guise de défense. (4)

Goldstone n'est pas seul à décider

Des analystes, des observateurs et des juristes ont fortement critiqué les récentes allégations de Goldstone, les qualifiant d'une vraie atteinte aux normes juridiques et droit international, ainsi qu'une violation à la justice, considérant que ces allégations sont intervenues suite à de fortes pressions du gouvernement de l'entité sioniste sur l'ONU et sur le juge Goldstone lui-même en crainte de rendre justice aux victimes des familles palestiniennes Gazaouites. A sa façon, l'intellectuel israélien qui milite pour la justice à rendre à la Palestine, essaie de se mettre dans la tête de Goldstone quand il a écrit cet article du Washington Post le 1er avril et aurait dû écrire à la place de : « If I had known then what I know now, the Goldstone report would have been a different document. » « Si je savais les choses que je sais maintenant, le document aurait été différent » il aurait dû, en fait écrire sous la pression « If I had known then that the report would turn me into a self-hating Jew in the eyes of my beloved Israel and my own Jewish community in South Africa, the Goldstone report would never have been written at all. » Que l'on pourrait traduire par : « Si j'avais su tous les problèmes que j'aurai avec Israël et avec ma communauté de Juifs en Afrique du Sud, le Rapport Goldstone n'aurait pas du tout été écrit. » (5)

Le juriste Gilles Devers analyse, pour sa part d'une façon fine le Rapport Goldstone du point de vue du droit, de plus, il nous apprend que les autres juges n'ont pas été consultés sur cette volte-face. Enfin, il déclare qu'à côté du Rapport Goldstone, il y a d'autres rapports tout aussi accablants pour Israël. Nous lisons : « Le Goldstone du rapport Goldstone a un doute. Gardons le calme, et replaçons ce rapport dans la réalité des faits, et du droit. Plomb durci, c'est une opération de l'armée israélienne qui a lourdement frappé la population qui vit à Gaza : 1500 morts en moins de quatre semaines. La première guerre dans laquelle on dénombre plus d'enfants tués que de combattants. Le monde entier a réagi : la puissance occupante - Gaza étant, comme toute la Palestine, un territoire occupé depuis 1967 - agressait la population occupée, qu'elle avait en toute illégalité soumise à un blocus. ». (6) « L'opération militaire israélienne sur Gaza a pris fin le 18 janvier 2009. Le 22 janvier 2009, le ministre de la Justice de Palestine remettait au procureur près la Cour pénale internationale une déclaration de compétence. La Palestine n'a pas ratifié le traité de la CPI. Cette déclaration d'attribution de compétence est fondée sur l'article 12.3 du statut. Deux mois après cette déclaration, le Conseil des droits de l'homme, qui est une commission permanente de l'Assemblée générale de l'ONU a désigné une *fact finding mission*, à savoir une commission chargée, avant toute procédure, de dire si des faits violant le droit international ont été commis. C'est dans ce contexte qu'a été désigné non Goldstone, mais la commission Goldstone : Richard Goldstone, ancien juge à la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud, Christine Chinkin, professeur de droit international à la « London School of Economics and Political Science », Hina Jilani, de la Cour suprême du Pakistan, chargée de nombreuses missions au sein de l'ONU et membre de la commission internationale d'enquête sur le Darfour, le colonel Desmond Travers, un ancien officier irlandais, membre de l'équipe de direction de l'Institute for International Criminal Investigations. La semaine dernière, Goldstone se lâche dans le Washington Post : il dit en substance qu'il n'aurait pas écrit ce rapport accusant Israël si celle-ci avait collaboré. » (6)

Le 4 avril Hina Jilani membre de la Commission a répliqué : « Absolutely not ; no process or acceptable procedure would invalidate the UN Report ; if it does happen, it would be seen as a « suspect move ». Aucune nouvelle information n'invalide le Rapport des Nations unies »

« Depuis deux ans, les rapports se sont multipliés, et tous dans le même sens. Entre autres, on peut citer : le rapport dirigé par John Dugard. Celui d'Amnesty International ou de Human Rights Watch. S'il a un doute, poursuit Gilles Devers sur les faits, Goldstone doit réunir la commission (Un travail collectif de 4 personnes) et demander de manière argumentée au Conseil des droits de l'homme d'être redésigné pour un complément de mission. Mais une tribune solitaire de quelques dizaines de lignes dans le Washington Post, ce n'est pas au niveau. (...) Que Richard Goldstone publie une tribune pour contester les travaux de la commission qu'il a présidée, sans en parler aux autres membres de cette commission et sans aviser l'organisme qui a mandaté cette commission, c'est curieux. Du point de vue du droit, c'est un épiphénomène. Que le procureur près la CPI, qui dispose de tous les éléments d'informations, qui est saisi par une déclaration du ministre de la Justice de Palestine, dont la compétence est reconnue par l'AG de l'ONU, reste plus de deux ans sans prendre de décision, alors que son devoir statutaire est de saisir la chambre préliminaire de la CPI, seule compétente pour autoriser une enquête, est foncièrement anormal ». (6)

Les réactions

Dans une déclaration du 3 avril, le porte-parole du Hamas, Sami Abu Zuhri, a mis en doute les regrets de Goldstone sur le rapport, et il a fait remarquer qu'Israël avait refusé de coopérer avec les enquêteurs des Nations unies « alors que dans la bande de Gaza, on les avait accueillis et facilité leur travail ». Le responsable du Hamas a noté aussi que Goldstone n'avait pas une autorité exclusive sur le rapport, lequel rapport est un document international et non sa « production privée ». Abu Zuhri d'ajouter : « Le rapport n'est pas la propriété privée de Goldstone, il est cosigné par lui et aussi par un groupe de juges internationaux. » « En outre, le rapport s'est fondé sur des documents et des témoignages qui lui donnent crédibilité et force. » (7) Israël réclame l'annulation du rapport « J'appelle l'ONU à annuler immédiatement le rapport Goldstone. Il faut jeter ce rapport dans les poubelles de l'Histoire », a affirmé le Premier ministre Benjamin Netanyahu. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré samedi que le commentaire de Goldstone « confirmait ce que nous tous avons toujours su...Je pense que nos soldats et notre armée se sont comportés conformément aux règles internationales les plus élevées. » (7) Que peut-on en conclure sinon qu'il y a toujours deux standards ? Le Rapport n'avait aucune chance d'être pris en charge par la CPI. Cette annonce est une confirmation de la puissance d'Israël capable de démolir un rapport pourtant validé par l'ONU. La seconde mort des enfants martyrs de Gaza est une réalité. A quand la justice des hommes ?

Pr Chems Eddine CHITOUR

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

1. Richard Goldstone émet des réserves sur son rapport sur l'opération militaire israélienne de 2008-2009 à Ghaza
2. Jonathan-Simon Sellem : Goldstone fait son mea-culpa : Israël n'est pas coupable de crime de guerre Ha'Aretz 2 avril 2011
3. Massacre de Ghaza : le juge Goldstone capitule, et déchire son propre rapport dimanche 3 avril 2011 Paco Goldstone revient sur son rapport CAPJPO-EuroPalestine 4 avril 2011
4. Yossi Sarid : Salir la réputation du juge GoldstoneHa'Aretz 20.05.2010
5. Ilan Pappé's, « Goldstone's shameful U-turn », <http://electronicintifada.net> en français : <http://www.legrandsoir.info/Goldsto...>
6. Gilles Devers : Palestine : Respecter les faits, et le droit 5 Avril 2011 <http://www.middleeastmonitor.org.uk.....>
7. Hamas : Goldstone n'est pas propriétaire du rapport des Nations unies <http://www.palestine-info.cc/fr/> Lundi 4 Avril 2011

8 avril 2011

URL de cet article 13329

<http://www.legrandsoir.info/Les-Etats-d-ame-du-juge-Goldstone-la-seconde-mort-des-400-enfants-martyrs.html>

4_Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Middle East Monitor : Les témoignages des prisonniers palestiniens choquent la Conférence de Genève.

Plus de 700 000 palestiniens ont été détenus en Israël depuis 1967, ce qui représente plus de 20% de la totalité de la population qui vit sous occupation israélienne.

Cette statistique fait partie des statistiques et des témoignages choquants qui ont été présentés à la Première Conférence International sur les droits des prisonniers et des détenus palestiniens qui s'est tenue à Genève les 11 et 12 mars.

Un panel de conférenciers, qui comprenait des parlementaires suisses, grecs et britanniques, a mis en lumière les violations des droits de l'homme dont se rend coupable Israël dans les territoires occupés de Palestine ainsi qu'à l'intérieur d'Israël. Un des organisateurs de la conférence, Muhammad Hamdan, a dit qu'il était tout à fait approprié qu'on parle du calvaire des femmes palestiniennes incarcérées dans les prisons israéliennes à l'occasion du centième anniversaire de la Journée Internationale de la Femme. Beaucoup de Palestiniennes, a ajouté Dima karam, sont forcées de donner naissance à leur enfants en prison attachées à leur lit ; on les renvoie dans leurs cellules avec leur bébé presque immédiatement.

Un des témoignages les plus bouleversants qui a fait monter les larmes aux yeux des participants a été donné par une adolescente de 14 ans, Sarah, dont le père a été jeté en prison par Israël quelques semaines avant sa naissance. "Combien de

temps les enfants comme moi doivent-ils vivre comme des orphelins ? " a-t-elle demandé. "Combien de temps devons-nous tous vivre derrière les barreaux de l'occupation ?"

Le membre du parlement britannique, Jeremy Corbyn a dit aux participants que le traitement des prisonniers palestiniens est "symptomatique de l'occupation israélienne et de son traitement de tous les Palestiniens". Il a demandé à toutes les personnes présentes de s'intéresser au cas de prisonniers individuels -il y en a 7000 détenus en Israël- pour attirer l'attention sur les violations aux droits de l'homme commises contre eux. Quelques intervenants ont fait remarquer que le monde entier avait entendu parler du soldat Gilad Shalit qui avait été capturé pendant qu'il combattait contre le peuple de Gaza mais que très peu de gens pouvaient nommer un seul prisonnier palestinien, même parmi ceux qui étaient détenus sans chef d'accusation. Quand il a été question des actions à entreprendre, Carlo Summaruga, du parti socialiste suisse, a demandé à l'UE de renoncer à l'accord de commerce préférentiel avec Israël tant que l'état sioniste ne respecterait pas le droit et les conventions internationales. Il apparaît en effet qu'Israël soit un membre de l'Union Européenne à part entière auquel il ne manque que le nom de membre, en dépit de ses terribles violations des droits de l'homme.

Les conditions brutales d'emprisonnement et la torture que subissent les prisonniers hommes ne sont pas épargnées aux femmes prisonnières. Une prisonnière par exemple, a été pendue par au plafond de sa "petite cellule froide" alors même qu'elle souffre du les mains syndrome de Reynard, d'asthme, d'ulcères à l'estomac et d'hyper tension. Une autre prisonnière a été jetée en cellule d'isolement pour avoir osé parler à son mari qu'elle n'avait pas vu depuis sept ans, quand ils se sont tous les deux retrouvés sur les bancs d'une Cour militaire.

La première session de la conférence a été tenue dans les locaux des Nations Unies à Genève. Les organisateurs et les participants ont exprimé leur détermination de faire en sorte que des actions concrètes sortent de ces intenses discussions.

Pour consulter l'original : <http://www.middleeastmonitor.org.uk...>

19 mars 2011

Traduction : *D. Muselet*

URL de cet article 13114

<http://www.legrandsoir.info/Les-temoignages-des-prisonniers-palestiniens-choquant-la-Conference-de-Genève-Middle-East-Monitor.html>

4-2 Silvia Cattori : Le Président de la République française au dîner du CRIF.

Jusqu'où la voix de la France va-t-elle descendre ?

Le discours prononcé le 9 février 2011 par le Président Nicolas Sarkozy au dîner annuel du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) démontre – s'il en était encore besoin – l'alignement total de la France sur les intérêts d'Israël. L'abîme qui sépare cette position de celle qu'avait prise en 1967 le Général De Gaulle, apparaît proprement vertigineux.

19 février

Il y a déjà longtemps que, tout comme les congressistes états-uniens qui se bousculent aux dîners de l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*), le personnel politique français se presse au dîner annuel du CRIF pour y faire allégeance à Israël, comme le veulent ses organisateurs, et s'incliner respectueusement devant ce qui n'est pas seulement une organisation communautaire, mais un groupe de pression.

Premier Président de la République à s'être plié à participer aux dîners annuels du CRIF en février 2008, Nicolas Sarkozy a marqué cette année, par son discours, un pas supplémentaire dans la subordination de l'intérêt national de la France à celui d'Israël.

Se présentant comme un « *ami d'Israël* » Nicolas Sarkozy a commencé par quelques injonctions sur la recherche de la « *paix* » ; comprenez : une paix placée sous le signe de la « *sécurité d'Israël* », sans qu'il ne soit jamais question de justice ni même de sécurité pour les Palestiniens menacés quotidiennement par les agressions militaires israéliennes :

« *Israël et sa sécurité sont pour la France non négociables, mais dans le même temps la France dit aux dirigeants d'Israël : vous devez négocier pour construire la paix. Il n'y aura pas de sécurité pour Israël sans la paix.* »

Contrairement à Gilad Shalit - que Nicolas Sarkozy voit « *comme un Français* » alors qu'il a été fait prisonnier en opération militaire sous l'uniforme israélien - le jeune franco-palestinien Salah Hamouri emprisonné en Israël depuis près de six ans pour des raisons politiques [1] n'a naturellement pas eu droit à la moindre mention, pas plus que les milliers de prisonniers politiques Palestiniens, des civils enlevés arbitrairement de manière extrajudiciaire :

« *Je n'oublie pas non plus notre compatriote, j'ai dit notre compatriote car dès mon élection j'ai dit que Gilad Shalit je le voyais comme un Français et que **toucher à Gilad Shalit, c'était s'attaquer à la France** (...) Je l'ai dit à ses parents Noam et Aviva, jamais nous n'abandonnerons leur fils à son sort. Un sort que rien, je dis bien rien, ne saurait justifier.* »

Nicolas Sarkozy a accusé, une fois de plus, le Président iranien de vouloir « *ayer Israël de la carte* », une citation mensongère puisque l'on sait que ce dernier a dit en réalité, ce qui n'est pas du tout la même chose : « *L'Imam [Khomeiny] a dit que ce régime qui occupe Jérusalem doit être effacé de la page du temps.* » [2].

Et, alors que c'est Tel Aviv qui dispose de l'arme nucléaire et qui menace constamment l'Iran de frapper ses installations, Nicolas Sarkozy s'est fait menaçant, accusant l'Iran de violer la loi internationale, sans un mot bien sûr pour toutes les violations du droit international par Israël :

« *Que les choses soient claires, on ne peut pas accepter un Iran doté de l'arme nucléaire et de missiles dont la portée s'allonge d'année en année, en violation complète de la loi internationale. (...) Jamais je n'accepterai que des dirigeants iraniens menacent de rayer Israël de la carte. Et cette position, la France l'a affirmée à de multiples*

reprises. Jamais la France n'acceptera cela. **Soyez certain, Monsieur le Président que le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité, c'est une priorité diplomatique et stratégique pour la France.** »

Nicolas Sarkozy a terminé son allocution par l'énoncé de ses « convictions » sur le judaïsme et un appui réitéré à Israël :

« Je veux dire, en tant que chef de l'Etat, que le judaïsme a contribué à forger l'identité de la France. (...) Si la France a des racines chrétiennes – je l'ai rappelé et pourquoi le nier puisque c'est la vérité – la France a aussi des racines juives. La présence du judaïsme est attestée en France avant même que la France ne soit la France, avant même qu'elle ne soit christianisée. (...) Oui le judaïsme fait partie des racines de la France.

(...)

Je sais et je comprends la place particulière que l'Etat d'Israël occupe dans le cœur des juifs du monde entier. Pour la France, l'existence de l'Etat d'Israël est une exigence de la conscience universelle, et jamais les juifs de France, jamais, n'auront à choisir entre leur conscience et leur patrie. »

Alors que Nicolas Sarkozy n'a, en réalité jamais cessé de stigmatiser l'Islam et de le désigner comme une menace, cette apologie du judaïsme – expressément associée à la place que « l'Etat d'Israël occupe dans le cœur des juifs » apparaît particulièrement choquante.

Que cette voix là soit aujourd'hui celle de la France ! Qu'une telle servilité à l'égard des intérêts de l'Etat d'apartheid israélien, une telle cécité politique vis-à-vis des intérêts réels de la France, s'exprime aujourd'hui par la voix du Président de la République française, cela laisse atterrés ceux qui ont encore en mémoire la hauteur de vue, l'intelligence du propos et la lucidité prophétique du Général de Gaulle lors de sa conférence de presse du 22 novembre 1967 dont on trouvera ci-dessous la vidéo et le texte.

Aussi bien sur la forme que sur le fond, le contraste est saisissant !

Les Français sauront-ils se réveiller avant que leur Président n'entraîne leur pays dans des aventures qui ne le concernent pas, menées au seul bénéfice d'Israël ?

Lors de la prochaine élection présidentielle, si Dominique Strauss-Kahn est candidat, sauront-ils se rappeler qu'avec lui aussi les intérêts d'Israël passeront avant ceux de la France ? Ce dernier avait déclaré « se lever chaque matin en se demandant comment il pourra être utile à Israël ».

Silvia Cattori

Conférence de presse du Général de Gaulle, le 22 novembre 1967

Texte de la Conférence

« L'établissement, entre les deux guerres mondiales, car il faut remonter jusque là, l'établissement d'un foyer sioniste en Palestine et puis, après la deuxième guerre mondiale, l'établissement d'un Etat d'Israël, soulevaient, à l'époque, un certain nombre d'appréhensions. On pouvait se demander, en effet, et on se demandait même chez beaucoup de juifs, si l'implantation de cette communauté sur des terres qui avaient été acquises dans des conditions plus ou moins justifiables et au milieu des peuples arabes qui lui étaient foncièrement hostiles, n'allait pas entraîner d'incessants, d'interminables frictions et conflits. Certains même redoutaient que les juifs, jusqu'alors dispersés, qui étaient restés ce qu'il avait été de tout temps, un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent, une fois qu'ils seraient rassemblés dans le site de leur ancienne grandeur, à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles : l'an prochain à Jérusalem.

Cependant, en dépit du flot tantôt montant tantôt descendant des malveillances qu'ils provoquaient, qu'ils suscitaient plus exactement, dans certains pays et à certaines époques, un capital considérable d'intérêt et même de sympathie s'était accumulé en leur faveur, surtout, il faut bien le dire, dans la chrétienté ; un capital qui était issu de l'immense souvenir du Testament, nourri par toutes les sources d'une magnifique liturgie, entretenu par la commisération qu'inspirait leur antique malheur et que poétisait chez nous la légende du Juif errant, accru par les abominables persécutions qu'ils avaient subies pendant la deuxième guerre mondiale, et grossi depuis qu'ils avaient retrouvé une patrie, par leurs travaux constructifs et le courage de leurs soldats. C'est pourquoi, indépendamment des vastes concours en argent, en influence, en propagande, que les Israéliens recevaient des milieux juifs d'Amérique et d'Europe, beaucoup de pays, dont la France, voyaient avec satisfaction l'établissement de leur Etat sur le territoire que leur avaient reconnu les Puissances, tout en désirant qu'ils parviennent, en usant d'un peu de modestie, à trouver avec leurs voisins un modus vivendi pacifique.

Il faut dire que ces données psychologiques avaient quelque peu changé depuis 1956, à la faveur de l'expédition franco-britannique de Suez on avait vu apparaître en effet, un Etat d'Israël guerrier et résolu à s'agrandir. Ensuite, l'action qu'il menait pour doubler sa population par l'immigration de nouveaux éléments, donnait à penser que le territoire qu'il avait acquis ne lui suffirait pas longtemps et qu'il serait porté, pour l'agrandir, à saisir toute occasion qui se présenterait. C'est pourquoi, d'ailleurs, la Vème République s'était dégagée vis-à-vis d'Israël des liens spéciaux et très étroits que le régime précédent avait noués avec cet Etat, et s'était appliquée au contraire à favoriser la détente dans le Moyen-Orient. Bien sûr, nous conservions avec le gouvernement israélien des rapports cordiaux et, même, nous lui fournissions pour sa défense éventuelle, les armements qu'il demandait d'acheter. Mais, en même temps, nous lui prodiguions des avis de modération, notamment à propos des litiges qui concernaient les eaux du Jourdain ou bien des escarmouches qui opposaient périodiquement les forces des deux camps. Enfin, nous nous refusions à donner officiellement notre aval à son installation dans un quartier de Jérusalem dont il s'était emparé et nous maintenions notre ambassade à Tel-Aviv.

Une fois mis un terme à l'affaire algérienne, nous avons repris avec les peuples arabes d'Orient la même politique d'amitié, de coopération qui avaient été pendant des siècles celle de la France dans cette partie du monde et dont la raison et le sentiment font qu'elle doit être aujourd'hui une des bases fondamentales de notre politique extérieure. Bien entendu, nous ne laissons pas ignorer aux Arabes que, pour nous, l'Etat d'Israël était un fait accompli et que nous n'admettrions pas qu'il fût détruit. De sorte qu'on pouvait imaginer qu'un jour viendrait où notre pays pourrait aider directement à ce qu'une paix fût conclue et garantie en Orient, pourvu qu'aucun drame nouveau ne vînt la déchirer.

Hélas ! Le drame est venu. Il avait été préparé par une tension très grande et constante qui résultait du sort scandaleux des réfugiés en Jordanie, et aussi d'une menace de destruction prodiguée contre Israël. Le 22 mai, l'affaire d'Aqaba, fâcheusement créée par l'Egypte, allait offrir un prétexte à ceux qui rêvaient d'en découdre. Pour éviter les hostilités, la France avait, dès le 24 mai, proposé aux trois autres grandes puissances d'interdire, conjointement avec elle, à chacune des deux parties d'entamer le combat. Le 2 juin, le gouvernement français avait officiellement déclaré, qu'éventuellement, il donnerait tort à quiconque entamerait le premier l'action des armes, et c'est ce que j'avais moi-même, le 24 mai dernier, déclaré à Monsieur Eban, ministre des Affaires étrangères d'Israël, que je voyais à Paris. "Si Israël est attaqué", lui dis-je alors en substance, "nous ne le laisserons pas détruire, mais si vous attaquez, nous condamnerons votre initiative. Certes, malgré l'infériorité numérique de votre population, étant donné que vous êtes beaucoup mieux organisés, beaucoup plus rassemblés, beaucoup mieux armés que les Arabes, je ne doute pas que le cas échéant, vous remporteriez des succès militaires, mais ensuite, vous vous trouveriez engagés sur le terrain et au point de vue international, dans des difficultés grandissantes, d'autant plus que la guerre en Orient ne peut pas manquer d'augmenter dans le monde une tension déplorable et d'avoir des conséquences très malencontreuses pour beaucoup de pays, si bien que ce serait à vous, devenus des conquérants, qu'on en imputerait peu à peu les inconvénients."

On sait que la voix de la France n'a pas été entendue. Israël, ayant attaqué, s'est emparé, en six jours de combat, des objectifs qu'il voulait atteindre. Maintenant, il organise sur les territoires qu'il a pris l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions, et il s'y manifeste contre lui une résistance, qu'à son tour il qualifie de terrorisme. Il est vrai que les deux belligérants observent, pour le moment, d'une manière plus ou moins précaire et irrégulière, le cessez-le-feu prescrit par les Nations unies, mais il est bien évident que le conflit n'est que suspendu et qu'il ne peut y avoir de solution sauf par la voie internationale.

Un règlement dans cette voie, à moins que les Nations unies ne déchirent elles-mêmes leur propre charte, doit avoir pour base l'évacuation des territoires qui ont été pris par la force, la fin de toute belligérance et la reconnaissance réciproque de chacun des Etats en cause par tous les autres. Après quoi, par des décisions des Nations unies, en présence et sous la garantie de leurs forces, il serait probablement possible d'arrêter le tracé précis des frontières, les conditions de la vie et de la sécurité des deux côtés, le sort des réfugiés et des minorités et les modalités de la libre navigation pour tous, notamment dans le golfe d'Aqaba et dans le canal de Suez.

Suivant la France, dans cette hypothèse, Jérusalem devrait recevoir un statut international. Pour qu'un tel règlement puisse être mis en œuvre, il faudrait qu'il y eût l'accord des grandes puissances (qui entraînerait ipso facto celui des Nations unies) et, si un tel accord voyait le jour, la France est d'avance disposée à prêter sur place son concours politique, économique et militaire, pour que cet accord soit effectivement appliqué. Mais on ne voit pas comment un accord quelconque pourrait naître non point fictivement sur quelque formule creuse, mais effectivement pour une action commune, tant que l'une des plus grandes des quatre ne se sera pas dégagée de la guerre odieuse qu'elle mène ailleurs. Car tout se tient dans le monde d'aujourd'hui. Sans le drame du Vietnam, le conflit entre Israël et les Arabes ne serait pas devenu ce qu'il est et si, demain, l'Asie du Sud-Est voyait renaître la paix, le Moyen-Orient l'aurait bientôt recouverte à la faveur de la détente générale qui suivrait un pareil événement. » [3]

Voir également :

« Non, Monsieur Sarkozy, c'est la sécurité des Palestiniens qui est menacée », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 1er juillet 2008.

[1] Voir :

□ « Dossier Salah Hamouri », *palestine-solidarite.org*.

□ « Lettre à Bernard Kouchner », par Jean-Claude Lefort, *palestine-solidarite.org*, 30 octobre 2010.

□ « Message de Denise Hamouri », mère du détenu, *palestine-solidarite.org*, 23 octobre 2008.

[2] « The Imam said this regime occupying Jerusalem must vanish from the page of time »

Voir : « "Whipped of the Mapp" – The Rumor of the Century », par Arash Norouzi, *mohammadmossadegh.com*, 18 janvier 2007.

[3] Source :

http://egea.over-blog.com/pages/De_Gaulle_conference_de_presse_du_22_XI_1967_Israel-492069.html

<http://www.silviacattori.net/article1538.html>

4-3 Droits pour tous" Une action en justice exigeant l'arrestation de Peres lors de sa visite en Suisse.

L'Association juridique européenne « Association "Droits pour tous" » a présenté une action en justice pour l'arrestation du président Shimon Peres, à son arrivée en Suisse, le lundi 28 / 3, l'accusant d'avoir commis des "crimes de guerre et crimes contre l'humanité" contre le peuple palestinien.

"Nous avons déposé aujourd'hui devant le procureur général suisse, une plainte pour demander l'arrestation du président israélien Shimon Peres, lors de sa visite en Suisse ", a souligné, lundi, Anwar Gharbi, le président de l'association suisse "Droits pour tous», membre de la «Campagne européenne pour lever le siège sur Gaza.

Gharbi a affirmé dans une déclaration à la presse écrite dont le "le Centre Palestinien de l'Information», a reçu une copie: "Les autorités suisses doivent arrêter Peres à cause des crimes commis, en particulier que leur dossier des droits de l'homme et humanitaire nécessite de le faire, autant que le rapport onusien de Goldstone sur la guerre israélienne contre Gaza accuse (Tel Aviv) et ses dirigeants qu'ils ont commis des crimes de guerre et crimes contre l'humanité, suite à l'assassinat de plus de 1450 Palestiniens dont la majorité des femmes et des enfants, au cours des 22 jours ".

Il a, en même temps, indiqué que plus de 20 organisations des droits humains et de soutien populaire à la cause palestinienne, ont appelé à des manifestations et des sit-in, lundi, devant le siège du gouvernement suisse à Genève, pour protester contre la visite prévue du président sioniste Shimon Peres à la Suisse.

Association "Droits pour tous"

29 Mars

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

4-4 PCHR Gaza : Israël s'attaque aux civils dans la bande de Gaza : 8 tués en 2 jours, dont 2 enfants.

Les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont continué à commettre des crimes de guerre dans la bande de Gaza et ont intensifié leurs bombardements aériens et d'artillerie sur des zones habitées.

Un des enfants assassinés dans l'attaque israélienne - Photo : Ma'an/Mohammed Abed

Ces bombardements prennent clairement pour cible des civils palestiniens. Hier, 22 Mars 2011, les FOI ont assassiné quatre civils palestiniens. Deux enfants ont été tués. Un homme, sa petite-fille, son cousin et un voisin ont également été tués.

Onze autres civils, dont huit enfants, ont été blessés dont trois grièvement. Ces enfants ont été pris pour cible alors qu'ils jouaient au football près de leurs maisons dans le quartier al-Shejaeya dans l'est de la ville de Gaza.

Ce matin la radio israélienne a prétendu que l'un des obus avait dévié de sa course, causant les tués et blessés. L'enquête menée par le PCHR réfute cette allégation des troupes israéliennes d'occupation. Une zone habitée a été la cible de quatre tirs obus. Que l'un des obus ait dévié ou non de sa ligne de visée, ce ciblage d'une zone habitée devait fatalement faire des victimes civiles.

Selon une enquête menée par le PCHR, à environ 15h10 le 22 Mars 2011 les FOI positionnées le long de la frontière à l'est de la ville de Gaza ont tiré une série de quatre obus d'artillerie sur la rue al-Nazzaz dans le quartier al-Shejaeya. La rue Al-Nazzaz est à environ 2 kilomètres de la ligne frontalière.

Le premier obus est tombé sur une maison de 2 étages appartenant à Samer Walid Mushtaha. Le deuxième étage de la maison a été totalement détruit tandis que le premier étage a été partiellement endommagé. Le deuxième obus a atterri sur un terrain vague situé à proximité de terrains appartenant à la famille al-Helo.

Le troisième obus a atterri près d'un groupe d'enfants et de jeunes garçons qui jouaient au football sur un petit terrain près de leurs maisons dans la rue al-Nazzaz.

Mohammed Saber Harara, âgé de 19 ans, et Mohammed Jalal al-Helo ont immédiatement été tués et leurs corps ont été réduits en morceaux. Juste quelques instants après, le quatrième obus a atterri près de Yaser Hamed al-Helo, âgé de 51 ans, et de son petit-fils Yaser Ahed al-Helo, âgé de 15 ans, alors qu'ils étaient en train d'ouvrir la porte de leur garage et de sortir leur voiture pour secourir les blessés. Ils ont été tués sur le coup.

Onze autres civils, dont huit enfants, ont été blessés par des éclats d'obus. Trois des blessés sont considérés comme dans un état grave.

Le PCHR ne communique pas pour l'instant les noms des blessés.

Dans une autre série d'assassinats, à environ 19h50 le 22 Mars 2011, l'aviation des forces d'occupation a tiré deux missiles sur des militants des Brigades al-Qods - la branche armée du mouvement du Jihad islamique - près de la mosquée Abdul Aziz al-Rantissi dans le quartier d'al -Zaytoon, toujours à l'est de la ville de Gaza. Ils étaient environ à 1500 mètres de la frontière avec Israël.

Quatre d'entre eux ont été immédiatement tués :

1. Sadi Mahmoud Helles, 22 ans, du quartier d'al-Shejaeya
2. Adham Fayez al-Harazin, 28 ans, du quartier d'al-Shejaeya
3. Mohammed Ateya al-Harazin, 27 ans, du quartier d'al-Shejaeya
4. Mohammed Akram Abed, 32 ans, du camp de réfugiés d'al-Shati

Le PCHR condamne fermement ces crimes et fait part de sa grave préoccupation

Aussi, le PCHR :

1. Affirme que ces crimes font partie d'une série de crimes de guerre commis par les FOI dans le territoire palestinien occupé, reflétant un mépris total pour la vie des civils palestiniens.

2. Met en garde contre l'escalade des crimes de guerre contre des civils palestiniens suite aux déclarations et menaces proférées par les responsables politiques et militaires israéliens qui ont juré de faire de nouvelles victimes dans la bande de Gaza.

3. Demande à la communauté internationale de prendre des mesures immédiates afin de mettre un terme à ces crimes.

Le PCHR renouvelle en outre son exigence que les Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève remplissent leurs obligations en vertu de l'article 1 qui stipule que « les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à garantir le respect de la présente Convention en toutes circonstances », ainsi que leurs obligations en vertu de l'article 146

qui exige que les parties contractantes poursuivent les personnes soupçonnées de commettre des violations graves de la Quatrième Convention de Genève.

Ces violations graves constituent des crimes de guerre en vertu de l'article 147 de la même Convention et du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève.

Traduction : Info-Palestine.net

24 mars

PCHR Gaza - <http://www.pchrgaza.org/portal/en/i...>

4-5 Pr. Oberlin : notre mission chirurgicale à Gaza a dû passer par les tunnels.

De retour de Gaza avec le Dr. Christophe Denantes, le Pr. Christophe Oberlin témoigne.

CAPJPO-EuroPalestine : Vous revenez d'une mission médicale à Gaza après avoir été bloqués pendant trois jours à Rafah par les autorités égyptiennes. On aurait pu penser qu'après la révolution égyptienne qui a chassé Moubarak et d'autres dirigeants de la dictature, la situation à l'entrée de la bande de Gaza par l'Égypte aurait été radicalement modifiée. Qu'en est-il ?

Pr. Oberlin : En réalité la situation s'est aggravée. Les personnes titulaires d'un passeport non palestinien ne peuvent plus entrer depuis la révolution en Égypte, alors qu'ils le pouvaient auparavant dans une certaine mesure. En particulier certaines missions médicales ont pu passer au cours des derniers mois. Nous avons choisi de passer cette fois-ci par l'Égypte pour nous rendre à Gaza, car un membre de notre équipe, chirurgien anglais d'origine irakienne, est régulièrement bloqué par les autorités israélienne (12h à 5 jours) quand nous passons par Erez (comme tous les membres de nos équipes au patronyme arabe). Nous avons attendu deux jours entiers à Rafah côté égyptien. Au cours de cette attente, nous n'avons vu entrer aucun camion de marchandise, et simplement vu entrer et sortir quelques dizaines de Palestiniens. Il faut rappeler que le passeport palestinien est délivré avec l'autorisation d'Israël, raison pour laquelle les Palestiniens l'appellent plus justement « document israélien ». Nous avons été le témoin du refus d'entrer d'une mère de famille : née au Qatar de parents Gazaouis, ayant vécu elle-même 6 ans à Gaza où elle s'est mariée à un Gazaoui, elle vit avec sa famille en Allemagne (titulaire d'un passeport allemand). Depuis 1995 elle demande un passeport palestinien, sans succès. Venue en famille en visite à Gaza, le père et les enfants ont été autorisés à entrer, et elle refoulée. Pour notre part un signalement avait été fait depuis plusieurs mois à l'ambassade d'Égypte à Paris, à l'autorité palestinienne au Caire, au consulat de France au Caire, etc.. On nous a dit que le ministre des affaires étrangères égyptien nous voyait d'un bon œil, mais que le pouvoir étant pour l'instant aux militaires, il ne pouvait rien faire !

Que disent les autorités égyptiennes à propos du blocus de Gaza ?

Nous n'avons pas été en contact directement avec les autorités égyptiennes. Mais ce que nous avons constaté est que les passages par les tunnels ne sont nullement entravés, au point que le cours du ciment et du fer à béton dans la bande de Gaza a chuté jusqu'à atteindre pratiquement le prix israélien (du temps où le ciment était disponible par Israël) : Gaza est devenue un immense chantier : rues en voie d'élargissement, tracé de nouvelles routes, maisons en construction. La bande de Gaza est méconnaissable. Mais le blocus côté israélien persiste. Par exemple Israël ne laisse entrer que 40 voitures neuves par semaine, alors que, selon les importateurs, 2500 ont été achetées par des Gazaouis, payées, et sont en attente (rémunérée !) au port d'Ashdod en Israël !

Comment s'est passée votre mission ? Et quelle est la situation dans la bande de Gaza ?

Le troisième jour d'attente, nous avons sollicité le ministère de la santé de Gaza qui a fait organiser par les services de sécurité du ministère de l'intérieur un passage dans la journée par les tunnels. Nous avons été ainsi accueillis très officiellement à Gaza. La mission s'est bien passée : une soixantaine de consultants et 20 interventions chirurgicales à l'hôpital Nasser de Khan Younis. Le Dr Mohamed Rantissi a été aidé sur des interventions difficiles ou nouvelles pour lui, de sorte qu'il continue à progresser. Il opère actuellement 200 patients par an, dans un domaine de la chirurgie réparatrice qui n'était pas pratiqué à Gaza avant sa formation. Il a mis en route, à la demande du ministère de la santé, une formation au laboratoire de microchirurgie de 9 chirurgiens palestiniens. De plus 4 de nos anciens élèves, plus jeunes, suivent maintenant la filière de formation spécialisée en chirurgie orthopédique qui a vu le jour à Gaza depuis peu. Ce sont donc 4 chirurgiens qui, à terme auront à la fois une diplôme en chirurgie orthopédique et un diplôme en microchirurgie et chirurgie de la main. La seule originalité est qu'ils auront acquis l'hyper spécialité avant la spécialité ! Il était en tous cas indispensable, compte tenu du siège, que certaines formations spécialisées démarrent à Gaza, et il faut reconnaître que les Gazaouis l'ont fait !

Comment les Gazaouis vivent-ils les bouleversements en Égypte et dans les autres pays arabes ?

Curieusement Ils le vivent de manière diamétralement opposée en fonction de leur coloration « Fatah » ou « Hamas ». Les Hamas ont le sourire jusqu'aux oreilles. Ils disent que le siège continue, mais que dès que le pouvoir militaire se sera retiré, après des élections libres et l'élaboration d'une nouvelle constitution, le siège sera levé et surtout l'isolement diplomatique d'Israël sera accentué. D'après mes interlocuteurs les nouveaux ministres égyptiens ont contacté leurs homologues Gazaouis pour les assurer d'une telle évolution.

Pour les Fatah, l'ambiance est morose. Ils pensent que la situation ne va pas s'améliorer de si tôt, qu'Israël reste et restera maître de la frontière de Rafah.

Il y a eu des manifestations populaires pendant votre séjour dans la bande de Gaza, en faveur de l'unité nationale palestinienne. Ont-elles rassemblé beaucoup de Gazaouis ? Par qui étaient-elles organisées ? Comment le Hamas réagit-il face à ces manifestations ?

Là encore deux discours opposés. Pour le Hamas il s'agissait de manifestations de masse pour la réconciliation qu'ils appellent de leurs vœux. Malheureusement certains Fatah auraient voulu manifester séparément et transformer la manifestation de réconciliation en manifestation d'opposition au Hamas, d'où les heurts. Pour les Fatah, il s'agit d'une

répression pure et simple. A noter aussi un discours très différent concernant l'éventuelle « venue de Mahmoud Abbas à Gaza », largement médiatisée. Pour le Hamas il est le bienvenu, le ménage a été fait dans sa maison qui l'attend, tous les sujets de discussion pourront être abordés. Mais pas question de répondre positivement à la moindre condition préalable, par exemple à la demande que le premier ministre Ismaël Haniyeh vienne l'accueillir à Erez ! Ceci est impensable notamment pour des raisons de sécurité. Il ne faut pas oublier qu'Israël a essayé maintes fois de l'assassiner comme la plupart des autres ministres actuels. Pour le Fatah, et notamment Ashraf Jouma, député Fatah de Rafah, Mahmoud Abbas serait d'accord pour la formation d'un gouvernement intérimaire comportant un premier ministre Hamas et des ministres dits « de la société civile ». Quand on pose la question de la reconnaissance de ce ministère par le parlement, Ashraf Jouma acquiesce. Cela supposerait la réouverture du parlement (qui peut toujours siéger dans sa composition actuelle aujourd'hui selon la loi fondamentale palestinienne), ce qui semble en fait très improbable : cela supposerait la libération de la dizaine de députés encore en prison en Israël et la levée de la résidence surveillée d'Aziz Duek l'actuel président du parlement. Cela reviendrait pour la Fatah à reconnaître le résultat des élections parlementaires de 2006, ce qui semble unimaginable... Et Ashraf Jouma se retranche sans rire derrière l'argument suivant : « Mahmoud Abbas n'a pas reçu d'invitation officielle à se rendre à Gaza, nous attendons ».

Est-ce que les bombardements avaient commencé alors que vous étiez sur place ? il y a eu une dizaine de morts dont plusieurs enfants ces derniers jours. Est-ce que vous pensez qu'Israël va intensifier ces tueries ? Qu'en disent les Gazaouis ? Est-ce qu'ils ne vont pas être nombreux à quitter Gaza en passant par l'Egypte ?

Pendant notre séjour, il y a eu un ou deux missiles israéliens qui sont tombés sur Gaza sans faire de victimes. Depuis notre départ, il semble que l'on assiste à l'escalade de violence classique qui précède une offensive israélienne. L'autorité du Hamas a demandé au Jihad islamique de cesser toute action de représailles. Mais les Gazaouis s'attendent à d'autres opérations aériennes, au minimum à des tentatives d'assassinats de responsables politiques susceptibles de passer inaperçus de fait de la focalisation de l'actualité sur la Libye. La bande de Philadelphie a été bombardée, de même que le centre ville de Gaza. Un certain nombre de bâtiments officiels ont été évacués en prévision de la suite. Il n'y a en tous cas aucune volonté de la population de fuir la bande de Gaza.

* Le Pr. Christophe Oberlin, qui présentera son nouveau livre "Chroniques de Gaza", à la Librairie Résistances à Paris, le jeudi soir 7 avril, répondra à toutes les questions sur ces sujets.

lundi 28 mars 2011

CAPJPO-EuroPalestine

<http://www.europalestine.com:80/spip.php?article6022>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19